

reportage



De notre envoyé spécial Pierre Challier

Les fossés sont jalonnés de carcasses de bus éventrés, de camions incendiés, de blindés à la tourelle explosée, de villages effondrés mais... « C'est la route la plus sûre du monde. À droite, il y a Daech. À gauche les milices jihadistes d'al-Nosra. Dieu nous protège donc de partout quand on est au milieu », ironise un passager. Lui préfère néanmoins s'en remettre à l'armée syrienne qui a déroulé et fortifié entre les fronts cette bande de bitume pour rallier et ravitailler Alep.

Noria de camions et citernes montant nourriture et carburant, qu'il faut doubler de préférence pied au plancher entre les check points rouge-blanc-noir aux deux étoiles vertes sur lesquels veillent les portraits du président syrien Bachar al-Assad... Sur les hauteurs, chaque éminence a sa casemate, parfois aux armes du Hezbollah libanais, jusqu'à atteindre Alep, le Stalingrad syrien.

Le mikado du désastre

Décrire ? Comment... sauf à répéter, jusqu'à en perdre le sens, ces kilomètres de squelettes d'usines et d'immeubles éventrés, au béton tordu, aux étages empilés ou béants. Appartements dont les lambeaux de rideaux pendent alors sur des débris mobiliers pour raconter les milliers d'in-

Abou, 50 ans, sunnite : « Je suis syrien avant d'appartenir à une religion »

timités familiales violées durant cinq ans par les roquettes et les obus des insurgés et des contre-offensives.

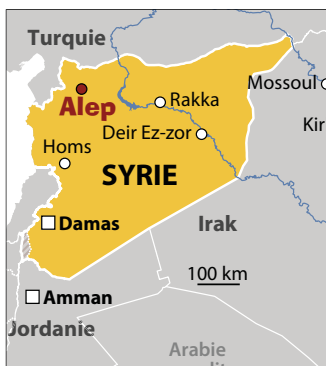
Alep... mikado du désastre sur lequel tant de mains étrangères se sont penchées pour tenter chacune de tirer leur épingle du Grand Jeu opposant la Turquie islamiste, le Qatar et l'Arabie Saoudite à l'axe chiite, de l'Iran au Liban... sur fond d'intérêts gaziers. Jusqu'à effondrer, piller et anéantir les deux tiers de ce qui était la capitale économique de la Syrie forte de trois millions d'habitants, une ville plurimillénaire inscrite au patrimoine de l'Humanité, mais soudain encerclée en 2012 par al-Nosra, filiale locale d'al-Qaïda, puis par toutes les mouvances jihado-salafistes jusqu'à Daech. Et l'Armée syrienne libre ? « Tous des terroristes ! », tranche Abou (Ndlr : prénom changé), la cinquantaine, chauffeur et sunnite. Agacé qu'on lui demande « pour la première fois de sa vie » sa confession. Avant de souligner : « Je suis syrien avant d'appartenir à une religion ».

Conducteur de bus avant guerre et chômeur jusqu'à la semaine dernière, Abou était propriétaire à « Alep-Est » avec sa



Photos DDM, P.C.

# Alep, une ville en état d'urgence humanitaire



Alep a subi des destructions incalculables qui ont visé tant sa population que son histoire et son outil industriel. Les effondrements et les tirs ont provoqué des fractures, des délabrements des membres difficilement guérissables et les chirurgiens manquent de tout.

/ Photos DDM, Pierre Challier

femme et ses sept enfants, « une maison comme au paradis, avec grand écran, hammam, jacuzzi ». Mais il a tout perdu lorsqu'il a dû se réfugier dans la famille d'« Alep-Ouest » quand « ceux-là sont arrivés ».

« Il n'y a pas d'Alep-Ouest ni d'Alep-Est, il y a Alep. Et d'Alep, personne ne parlait lorsque les terroristes nous bombardaient tous les jours, détruisaient méthodiquement les quartiers chrétiens, arméniens, musulmans, notre cœur historique alors qu'il n'y avait aucune installation militaire en ville, qu'elles étaient toutes à la périphérie », se fâchent à présent les habitants du centre, « heureux d'être enfin libérés ». Tout comme les médecins, qui restent en première ligne dans les hôpitaux.

« Il faut lever l'embargo »

Car, si la bataille d'Alep s'est achevée il y a pratiquement un mois, la guerre n'en continue pas moins. Et pour eux, l'urgence humanitaire n'a pas changé. Elle ne fait même qu'empirer, expliquent-ils aux cardiologues français.

D'Antoine Salloum de Muret, né et grandi à Alep, D'Victor Fallouh, franco-syrien également, établi à Villefranche-de-Rouergue, D'Gérard Bapt qui en l'occurrence voyage en tant que médecin et non pas député de Haute-Garonne, mais aussi Daniel Roux, chirurgien cardio-vasculaire à Rangueil et à l'hôpital des enfants de Purpan, « vieux routier » des zones de conflits... « Nous sommes ici pour une mission d'évaluation des besoins médico-sanitaires », explique

le D' Salloum à ses homologues syriens. « Comme l'hôpital El Kindi, 800 lits et 50 M€ d'équipement moderne pillés puis anéantis par un camion-suicide en décembre 2013, les infrastructures hospitalières ont toutes été détruites par les terroristes dans les secteurs qu'ils occupaient », répond le directeur général de la santé, Ziad Taha. « Depuis, l'hôpital al-Razi regroupe les services de quatre hôpitaux mais 70 % des appareils sont hors service », précise son directeur Mohamed Batekh, devant la

La religieuse a confectionné une colombe avec des balles de kalachnikov

salle où ils sont stockés. Pendant les exposés tragiques des chirurgiens alépins, les portables circulent. Et, sur leurs écrans, un enfant blessé reste un enfant blessé, le sang d'une classe ravagée par une roquette, le même partout. Mais qui parle de leur pénurie de lits, de soins, de médicaments, de pièces de rechange pour les scanners, les appareils de radiologie, d'analyse, de dialyse, de cardiologie ? interrogent-ils... « Il faut lever l'embargo ! Ce sont les victimes qui souffrent le plus », répètent les équipes. 29 000 blessés à Alep, en 2016. 1 500 actes chirurgicaux dont 260 chirurgies lourdes pour le seul mois de décembre à l'hôpital

al-Razi... « On ne peut pas imposer un embargo sur ce qui relève des soins », rappelle le professeur Ibrahim al-Hadid, doyen de la faculté au CHU d'Alep qui accueille 70 % des blessés.

Dans les couloirs, se remarque soudain l'odeur. Pas celle habituelle des antiseptiques. Mais celle du gasoil sans lequel Alep ne peut plus vivre, désormais. Très rapidement, les « rebelles » ont coupé l'eau et l'électricité. Il a fallu forer des puits, faire venir des générateurs pour fabriquer le courant. Tout est rationné. En ville, les coupures sont la norme.

Hôpital Saint-Louis des Sœurs Saint-Joseph de l'Apparition (ordre fondé à Gaillac), le lendemain... « Ici, on met un point d'honneur à accueillir tout le monde », rappelle le D' Antaki. Majorité de femmes musulmanes dans l'entrée. Sur les murs, une sœur a accroché ses sculptures pour la paix, comme cette colombe en balles de kalachnikov ramassées autour des bâtiments visés par l'artillerie jihadiste.

Dans une chambre, la télé diffuse Ironman mais Judi, 11 ans, ne regarde rien d'autre que le vide depuis des semaines, un bandeau autour du crâne. Victime d'un tir « insurgé ». Sa mère Raoua, foulard strictement serré autour du visage, raconte : « Elle était allée inviter sa tante à son anniversaire lorsque l'obus a éclaté ». La petite est son dernier enfant vivant. Elle croit encore qu'une convalescence en long séjour... Mais, ici, il n'y en a pas. Son ultime espoir : la faire transférer en France. Elle implore.

témoignage

## « Beaucoup d'enfants meurent du fait de l'embargo »



Daniel Roux, chirurgien cardio-vasculaire à Toulouse.

Quel bilan tirez-vous de ces trois jours à Alep ?

Je suis chirurgien depuis 35 ans et depuis 2001, j'interviens régulièrement dans des missions humanitaires à travers la Chaîne de l'Espoir pour opérer du cœur des enfants mais aussi former des chirurgiens à ce type d'intervention, comme je l'ai fait au Cambodge, en Afghanistan ou en Irak. En 2003, je suis ar-

rivé à Bagdad trois jours après les Américains, j'ai opéré au Sri Lanka après le tsunami, avec mon équipe nous sommes allés à Gaza, plus d'une dizaine de fois à Kaboul... mais jamais je n'avais vu un tel niveau de destruction ni à Bagdad ni à Kaboul et le seul équivalent auquel je peux penser est le tsunami. Pour moi, au-delà de la guerre, il y a visiblement eu une volonté, programmée me semble-t-il, d'attaquer méthodiquement toutes les infrastructures publiques de ce pays, de pratiquer une politique de la terre brûlée sans autre projet que la destruction et c'est évident au niveau du système de santé.

Quel était l'objet de votre mission ?

Je connais le docteur Fallouh, qui est cardiologue, depuis environ six ans et nous avons parlé de la Syrie lors d'un meeting consacré à la Chaîne de l'Espoir, en 2013. J'ai ensuite opéré à Toulouse deux jeunes Syriens originaires de Deraa et d'Idlib, qui venaient d'un camp de Jordanie. En août dernier, nous avons décidé de nous rendre directement en Syrie pour une première mission à Damas et nous avons constaté que du fait de l'embargo, beaucoup d'enfants opérés du cœur mouraient, faute de réanimateurs, les deux-tiers des person-



nels étant partis et le manque de matériel et de médicaments étant patent, aussi. Aujourd'hui, à Alep, la situation est terrible : il n'y a

qu'un seul chirurgien cardiaque pour une ville dont la moitié de la population a fui, certes, mais où une bonne partie va revenir et où il reste pour l'heure plus de 1,5 million d'habitants ! Concrètement aussi, à l'échelle du pays, on ne peut plus opérer qu'un ou deux enfants par jour alors qu'il y en a environ 7 000 à opérer par an. Or aujourd'hui, on a les pires difficultés à aborder ce sujet de l'embargo : certaines autorités semblent en effet faire une différence entre les « bons » malades et blessés, qui mériteraient d'être soignés côté rebelle et les « mauvais » qu'il faudrait laisser, sous le registre « on ne

soigne pas les enfants du côté de Bachar ». C'est inacceptable et je m'y refuse absolument. Un enfant est un enfant.

Votre projet ?

J'ai rencontré deux chirurgiens qui avaient chacun travaillé un an à Toulouse, le Dr Talal, de Damas, et le Dr Ali, de Tartous. Dans un premier temps, le projet est de retourner sur place une semaine avec une équipe de réanimation pour opérer une dizaine de malades en espérant ainsi lancer une dynamique. Ce n'est qu'un premier pas dont on espère qu'il sera suivi par nombre de médecins.

Recueilli par P.C.